

11 octobre 2019 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

DISCOURS DE CLÔTURE – BPIFRANCE INNO GÉNÉRATION (BIG)

Mesdames, messieurs les ministres, mesdames messieurs, chers amis,

Je suis très heureux d'être parmi vous. J'arrive juste de Lyon, on était pour le Fonds mondial et où on a réussi à mobiliser les financements publics et privés et j'ai croisé d'ailleurs quelques entrepreneurs lyonnais dont je reconnais les visages ici donc je vois qu'ils ont fait également le voyage et j'avais pris en effet l'engagement de vous retrouver ce soir. J'avais pris cet engagement parce que c'était important pour moi de revenir dans cet endroit dont je me souvenais et de pouvoir vous dire quelques mots dans ce moment que vit notre pays.

Alors vous venez de tous les secteurs, de toutes les régions mais vous avez un point commun : toutes et tous vous avez à un moment donné pris des risques, pour beaucoup d'entre vous vous continuez à en prendre chaque jour, et vous constituez véritablement une part considérable de l'énergie, de la force et de la chance de notre pays. Et je veux que vous mesuriez cela et je voulais voilà partager avec vous quelques convictions pour vous dire ce qu'on a fait avec le gouvernement depuis 2 ans et demi bientôt maintenant avec la Caisse des dépôts et consignations, avec BPI mais aussi tout l'écosystème qu'il y a autour de vous.

Je voyais Frédéric OUDEA qui intervenait à l'instant et qui expliquait le rôle justement de sa banque et de cet écosystème financier mais vous expliquer où on en est, ce qu'on compte faire et en quoi échanger avec vous quelques convictions était important pour moi aujourd'hui. Si on regarde les choses, notre pays se tient plutôt bien dans un environnement plutôt morose. La croissance mondiale n'est pas formidable, on a des tensions commerciales un peu partout qui font plutôt du mal à tout le monde, la tension entre les Etats-Unis et la Chine, les doutes européens, la lenteur de beaucoup en général et nous on a décidé d'accélérer très fort depuis un peu plus de 2 ans pour faire. Bilan des courses quand je regarde les choses en nous comparant la croissance française se tient bien, c'est la deuxième fois en 10 ans qu'on est au-dessus de la moyenne euro et surtout de nos amis et partenaires allemands ce qui veut dire quelque chose après plusieurs années où cela a été le contraire.

On est à nouveau attractifs et ce n'est pas simplement le Brexit qui l'explique, c'est la dynamique collective. On recrée de l'emploi industriel pour la première fois depuis plus de 10 ans partout dans le pays, on crée de plus en plus de nouvelles entreprises là aussi en atteignant des chiffres records, on lève de plus en plus d'argent pour les financer et pas simplement dans les premiers stades de développement et donc il y a beaucoup d'indicateurs qui montrent que nous sommes aujourd'hui dans un contexte qui est plutôt adverse ou mou une oasis d'attractivité, de productivité et de retour à un fort investissement.

Je regarde les deux dernières années, nous avons un investissement qui a doublé par rapport à la moyenne des 5 années précédentes : on se tient entre 4 et 4,5 % d'augmentation de notre investissement productif ce qui est là aussi un élément très fort pour nous tous. Ces chiffres que je dis là c'est notre économie et c'est vous qui l'avez faite partout sur le territoire. Ces chiffres se font dans les métropoles, et pas simplement à Paris, les métropoles de la France entière et c'est vrai qu'il y a une forte concentration dans certains secteurs du fait métropolitain mais aussi selon les secteurs dont on parle en irriguant de plus en plus l'ensemble de nos territoires.

Alors pour réussir à ça quelle a été la stratégie en quelques mots qu'on a adoptée, qu'on va continuer à adopter avec vous ? C'est au fond essayer de répondre à vos défis, à ce que moi j'ai toujours entendu quelles que soient les situations de ma vie lorsque j'échangeais avec des entrepreneurs : c'est difficile d'embaucher soit parce que j'ai peur ou je ne trouve pas des ressources ; c'est difficile de me financer ou de croître aussi vite que mes concurrents européens ; et au fond tout est trop compliqué. On a essayé de répondre à ces trois agendas.

Le premier en ayant un vrai engagement pour le capital humain.

Une entreprise vous le savez bien, mieux que personne, elle tient par les femmes et les hommes qui la font, l'entrepreneur ou l'entrepreneur qui la porte d'abord et avant tout mais c'est toujours un collectif, on ne réussit pas seul et donc par les femmes et les hommes qu'on arrive à embaucher, à convaincre, à former. Et tout l'agenda qui a été poursuivi depuis deux ans repose pour partie sur ce sujet. Cela a été les ordonnances travail

l'agenda qui a été poursuivi depuis deux ans repose pour partie sur ce sujet. Cela a été les ordonnances travail dès le début, ça a été la réforme de l'assurance chômage passée cet été qui rentre en vigueur au 1er novembre avec des éléments très transformants, assez radicaux pour conduire à inciter davantage à aller vers l'emploi, à faciliter l'embauche, à sécuriser la relation de travail et donc à lever beaucoup des verrous qu'il y avait pour recruter plus simplement.

Cela a été aussi investir dans le capital humain dans les quartiers qui sont les plus en difficulté avec la mise en place de ce qu'on a appelé les emplois francs en disant on enlève les charges, les contraintes qu'il y a quand vous êtes prêt à embaucher quelle que soit d'ailleurs la nature du contrat ou de l'âge un jeune qui vient d'un quartier en difficulté, ce n'est pas assez connu ce dispositif des emplois francs. Cela a été tous les dispositifs pour faire que chacun vive mieux de son travail, ça c'est le volet incitatif avec la transformation du CICE en allègements de charges transparents, pérennes qu'on peut faire figurer du coup beaucoup plus haut dans le résultat ce qui permet d'ailleurs d'aller chercher des financements avec l'allègement de charges ainsi obtenu et avec également la prime d'activité qui permet d'améliorer le pouvoir d'achat du salarié, de rendre le travail plus attractif sans nuire à la compétitivité de l'entreprise. D'ailleurs ce n'est pas l'entreprise qui va augmenter le smic ou payer plus cher c'est l'Etat parce qu'on considère qu'il faut récompenser le travail mais accompagner aussi le pouvoir d'achat qui prend ce différentiel.

Et puis c'est un énorme travail qu'on lance depuis deux ans de transformation de notre système d'apprentissage, d'alternance, de formation continue d'abord en changeant les règles et en les simplifiant. Cela fait des décennies que tous les gouvernements prenaient des engagements en disant on va faire 400 000, 500 000 apprentis par an. Ce n'était jamais tenu, les règles étaient très compliquées, elles n'étaient pas faites pour les entrepreneurs quel que soit le secteur, les enseignements n'étaient pas les bons, les contraintes au quotidien n'étaient pas les bonnes. L'apprenti qui allait dans la boulangerie n'avait pas le droit de commencer avant 8 heures et demie du matin, l'apprenti qui allait dans la restauration n'avait pas le droit de finir après 20 heures, l'apprenti qui allait dans tel secteur du bâtiment n'avait pas le droit de prendre tel risque... Plein de choses qui vous rendaient un peu fous et surtout qui étaient mauvaises parce que nos jeunes n'étaient pas pris en apprentissage.

A côté de cela on avait une autre absurdité du système qui est qu'on formait plutôt bien dans les entreprises, c'est la taxe que vous payez je pense presque tous pour ça et que payent nos entreprises et qui fait mieux on était formé, plus on était dans une grosse entreprise, plus on recevait une formation, plus ou moins utile, mais on ne formait pas les demandeurs d'emploi et donc on ne formait jamais les jeunes décrocheurs et les chômeurs de longue durée. Les réformes qu'on a passées ont consisté à simplifier tout ça, changer drastiquement les règles de l'apprentissage, de l'alternance, de la formation continue, remettre les branches professionnelles au cœur pour qu'elles soient prescriptrices et qu'elles co-décident des règles, qu'elles changent les choses pour que ce soit plus simple pour vous, simplifier le financement : il y avait quatre financements, personne n'allait les chercher ; quand un entrepreneur bossait au quotidien il n'avait pas le temps d'aller chercher quatre financements pour son apprenti. Il y en a plus qu'un : beaucoup plus simple.

Et derrière également simplification des dispositifs de formation et évaluation. Et puis en parallèle de ça nous avons mis 15 milliards d'euros pour financer ces formations et en particulier financer des formations pour des jeunes décrocheurs, au moins un million d'entre eux et au moins un million de chômeurs de longue durée. L'ensemble de ces mesures commence à porter ses fruits, c'est timide mais c'est pour répondre à vos demandes qui étaient de dire c'est trop compliqué d'embaucher, je ne trouve pas les bonnes compétences ou ce n'est pas assez incitatif de venir bosser dans mon entreprise.

Ces verrous sont levés, la mise en œuvre et l'application complète se fera au 1er novembre pour la réforme assurance-chômage, nous on investit de plus en plus à un niveau historique pour former ceux qui en ont besoin. Maintenant on a besoin que vous continuiez à pousser, pousser, pousser, à bien formuler vos demandes, à nous aider à avoir de la visibilité au plus tôt pour qu'on puisse orienter les formations et à continuer à embaucher, embaucher, embaucher. Cela c'est le capital humain, là-dessus toutes les idées supplémentaires qu'il peut y avoir je suis preneur parce qu'à chaque fois qu'on n'embauche pas un jeune alors qu'il y avait une opportunité ou un chômeur de longue durée, à chaque fois que vous renoncez à faire une embauche pour telle ou telle raison c'est une perte d'opportunité pour vous et pour moi, énorme.

Ensuite la deuxième chose c'était nous dire : c'est trop compliqué de se financer en France, c'est beaucoup plus simple de se financer chez les Allemands, chez d'autres, le système n'est pas incitatif.

Là-dessus aussi nous avons pris nos responsabilités. D'abord par la fiscalité et donc on l'a fait en passant dès le début du quinquennat des choses qui étaient depuis longtemps demandé qui fait qu'on n'était pas compétitif

sur le plan européen : la suppression de l'ISF pour tous les investissements dans l'économie et le financement de l'économie, la mise en œuvre d'une *flat tax* pour tous les gains en capitaux qui nous a permis de revenir à un niveau de compétitivité pour la fiscalité sur les dividendes, les perceptions de tous les flux sur capitaux dans l'entreprise. Ces transformations elles étaient, moi je m'en souviens quand on a fait la première édition de BIG jugées impensables. Beaucoup, quand j'étais en campagne, me disaient « c'est sympathique, c'est sans doute une promesse pour nous faire plaisir, *music to my ear* comme dirait l'autre mais vous ne le ferez pas. » On l'a fait. Et derrière il faut que la confiance s'enclenche, continuer à le faire. On voit les résultats qui sont là, on voit les retours de capitaux qui sont là, on voit aussi de la mobilisation mais ça se tiendra dans la durée parce que ce changement de notre fiscalité sur le capital productif c'est une possibilité donnée à nos entreprises de réinvestir plus vite dans l'économie productive, de croître davantage, de mobiliser des financements.

On va continuer en se mobilisant pour aider les banques et les assurances à investir davantage en capital. La mère des batailles dans les prochaines années pour nous tous pour ce deuxième pilier c'est faire que ces réservoirs de financement que sont les banques et les assurances puissent faire davantage en capital. Cela c'est la bataille sur la régulation, c'est un peu technique mais on va continuer à la mener parce qu'au fond les anglo-saxons qui avaient créé la crise il y a un peu plus de 10 ans ont réussi à nous faire payer par des régulations qui ne gênent pas les acteurs de marché mais gênent beaucoup les banques et les assurances pour financer l'économie réelle. Et notre Europe aujourd'hui elle a énormément d'épargne mais cette épargne n'est pas mise au bon endroit. Il faut collectivement qu'on la réoriente pour aller vers le risque, vers les entrepreneurs, vers le financement justement de l'entrepreneuriat et aussi, ce qui est le plus gourmand en capital, de l'innovation et de l'innovation de rupture. Cela c'est fondamental. Alors c'est ce que fait la BPI sur les premières étapes, c'est ce que font – ce que fait l'écosystème français de plus en plus ; je le disais, on lève de plus en plus et des tickets de plus en plus grands. C'est ce qu'on a réenclenché aussi en mobilisant beaucoup d'acteurs de la place il y a quelques semaines pour l'écosystème français en réorientant justement des premiers fonds vers des levées plus importantes de tickets. C'est ce qu'on veut faire sur tous les financements deeptech mais pour aller plus loin maintenant il faut qu'on bouge sur la régulation et sur des nouvelles enveloppes en mobilisant là aussi notre écosystème. Et donc on continuera à être mobilisé, cette bataille pour le financement du capital, de l'innovation, de l'investissement est absolument essentielle.

Je le dis aussi à tous nos grands groupes qui ont commencé cette mutation. On a une grande force qui est le CAC40, plus le CAC40 s'engage à investir en capital dans les entrepreneurs, startups, ETI, PME de France entière plus ils fertilisent son propre réseau plus ils créent de la croissance plus il nous met dans une forme d'économie vertueuse. Et donc cette mobilisation va se poursuivre là aussi dans les prochains mois de manière très forte. Et puis le troisième levier, ce que vous réclamiez et que vous continuez à réclamer, c'était : faire plus simple c'est-à-dire on a besoin, au fond, de lever les verrous, d'être plus libres. Je le disais, ces verrous, on les a levés largement sur le marché du travail, et on les a levés, et tout ça n'a parfois pas été, à mes yeux, assez entendu, compris, perçu. Mais entre ce qu'on a fait sur les ordonnances travail, la loi PACTE qui a été portée par le ministre de l'Economie et des Finances, c'est une révolution de tout ce qu'on appelait les seuils, et je voudrais, au fond, que vous reteniez quelques éléments très simples de ce qu'on a fait sur les seuils. D'abord, on a harmonisé pour la première fois les seuils. Il y avait des seuils à tous les étages, on le découvrait quand on passait 20 puis parfois 70 selon qu'on parlait de l'hygiène, de la réglementation, de l'établi qu'on met là. Il y avait des seuils à tous les étages. Il n'y en a plus que trois, donc on les a énormément harmonisés, simplifiés, lissés, et on a harmonisé les règles pour que ce soit lisible, parce que qui entreprend n'a pas le temps d'aller se repérer entre 10 niveaux de seuils différents. Là-dessus, ça a été un vrai changement. La loi PACTE, tous les décrets ont été passés, je l'ai revérifié en venant, sur ce sujet, monsieur le Ministre, et donc on a bien, sur tous les points, les trois seuils de 11, 50, 250, qui sont les déclencheurs justement de ces obligations. Surtout, le deuxième point qui est pour moi très important, c'est qu'on a donné des délais pour s'adapter aux seuils et qu'on a dit, là où avant c'était un couperet, l'année où on franchit un seuil, et combien de fois j'ai visité moi-même des entreprises qui me disaient « on reste à 49 ... On a compris qu'à 50, c'était un seuil fatidique, il fallait créer à ce moment-là trois structures, ça allait nous prendre énormément de temps, on n'a pas le temps. » Et d'ailleurs, c'était une réalité, il y avait près de 3 fois plus d'entreprises à 49 salariés qu'à 51, donc il se passait bien quelque chose à 50. Ce qu'on a fait sur tous ces seuils, c'est de dire : vous avez un délai, on vous laisse 5 ans pour vous adapter, et on ne va pas venir à la première année ni même à la deuxième regarder, donc on vous laisse continuer à accélérer parce que plus vous allez accélérer, plus vous allez donner la capacité, au fond, à pouvoir répondre peut-être dans trois ou quatre ans aux changements que le franchissement de seuils déclenche, et donc on vous a donné du temps, de la visibilité pour vous adapter au franchissement de seuil, et donc là, il n'y a plus de raison d'avoir peur du seuil fatidique en se disant que tout va changer du jour au lendemain. Non, au contraire, et plus on va vite, plus on accélère, plus on pourra y passer, parce qu'à côté de ça, on a fusionné énormément de structures, ce qui faisait peur au-delà de 50, et on a simplifié les structures sociales.

Voilà, je voulais insister là-dessus parce que c'est, pour moi, une vraie révolution, et c'est quelque chose qui doit être intégré dans vos quotidiens par rapport aux peurs qui existaient, aux craintes, aux barrières qu'il pouvait y avoir. À côté de ça, on a mis en place ce fameux droit à l'erreur. Et au-delà des réformes, il y en a beaucoup d'autres, je ne veux pas être trop long et donc je ne serai pas exhaustif, mais dans les verrous qu'on lève et qu'on va continuer à lever, pour moi l'un des plus importants, et on doit continuer collectivement de le

levé et qu'on va continuer à lever, pour moi, l'un des plus importants, et on doit continuer collectivement de le mettre en œuvre, c'est le fameux droit à l'erreur.

Quand on entreprend, il est normal d'abord qu'on ne puisse pas tout faire de manière parfaitement exhaustive, parce qu'on est pris par l'action, on cherche à continuer à innover, à trouver de nouveaux clients, à consolider tel ou tel marché. On a autre chose à faire que s'adapter tout le temps aux changements. Et pour autant, on n'est pas tout le temps de mauvaise foi quand on est contrôlé par l'administration, que ce soit les Urssaf, les impôts ou l'administration du travail. Et là où le contrôle était avant un contrôle immédiat, sanction, couperet, nous avons passé une loi qui est cette fameuse loi du droit à l'erreur, qui est de dire que les premiers contrôles, comme le font d'ailleurs beaucoup mieux que nous les Britanniques, le premier contrôle, c'est un contrôle où on vous aide, on vous accompagne. Et on dit : « là, vous vous êtes trompé mais vous n'avez pas forcément fraudé » et donc on vous aide à corriger. Si après, au deuxième contrôle, il y a toujours la même erreur qui est faite, là, c'est de la fraude. La loi est passée, les textes sont passés. C'est maintenant un changement culturel qu'il faut faire dans l'administration, qu'il faut faire dans toutes les équipes. Et ça, il faut que les entrepreneurs de France nous aident aussi à le faire en rappelant à ses devoirs ceux qui viennent de l'administration. Vous pouvez le dire de ma part, quand quelqu'un arrive et, pour la première fois, vous met la douille, ou vous dit « non, là, boum, je vous mets tout de suite les pénalités plein pot », vous pourrez lui dire : « j'ai vu le Président de la République, il nous a dit qu'il y a le droit à l'erreur. » La loi est passée. Parce que la loi est passée, les décrets ont été pris, il y a encore plein de gens qui ne sont pas au courant ou qui n'ont pas changé leurs habitudes. Et j'en prends ici la garantie, vous m'écrivez si c'est le cas, je me retournerai tout de suite vers le ministre et son administration qui ne l'a pas appliquée. Alors évidemment, si vous avez fraudé de manière éhontée, vous n'allez pas m'aider et vous n'allez pas vous aider. Mais si cette philosophie, si ce qui est dans la loi n'a pas été appliqué, je vous garantis que ce sera corrigé. Ce changement culturel, c'est celui qu'on veut mettre en place.

Alors je voulais vous dire beaucoup d'autres choses sur l'importance de l'Europe, combien ce combat qu'on mène en France se continue en Europe, dans le monde. Je ne veux pas être trop long et je préfère répondre à vos questions et finir là-dessus. On a fait énormément de choses depuis deux ans et demi. Je crois que ce gouvernement a montré que, même sur les réformes les plus dures, celle de la SNCF, celle de la fiscalité, même quand il était attaqué, blackboulé, il était là et il répondait aux engagements que j'avais pris devant vous, Françaises et Français. Mais moi, je ne l'ai pas fait, comme j'entends souvent, pour faire des cadeaux à tel ou tel, je ne l'ai pas fait pour faire plaisir à telle ou telle entreprise, ou tel ou tel secteur ou autre. Je l'ai fait parce que je crois dans notre pays, et je sais une chose : on a un formidable modèle social en France. Tout le monde nous l'envie. On l'améliore, on le réforme, on le transforme, on rend plus intelligent, on le rend, je crois, très profondément plus juste en arrêtant de corriger trop d'inégalités pour mieux prévenir les inégalités.

J'assume d'investir dans l'éducation, d'investir dans la prévention des inégalités en matière de santé, sur beaucoup de sujets, mais il n'y a pas de modèle social si, à côté, il y a un modèle productif pour le financer.

Et donc si je n'ai pas des entrepreneurs, des entrepreneuses qui créent de la valeur, qui créent des richesses, qui créent des emplois, m'aident à faire baisser le chômage et, parce qu'ils créent des emplois et de la richesse, payent des impôts pour qu'on les réinvestisse dans un modèle social juste, ce modèle ne tiendra pas. C'est ça, ce qu'on est en train de faire, ni plus ni moins. Ce n'est pas un cadeau que je vous fais. Toutes ces réformes que je viens de rappeler brièvement, c'est des engagements que j'avais pris parce que je veux que vous soyez plus forts, que vous courriez plus vite pour, à la fin, créer plus d'emplois et payer plus d'impôts pour des bonnes raisons, parce que ça m'aidera à faire des bons investissements, mais parce que derrière, ce que vous représentez pour notre pays, et ce que BIG, je crois, incarne avec vous, c'est une force qui, dans tous les territoires, se diffuse.

C'est une capacité et une volonté de créer des emplois, de donner des perspectives à nos jeunes ou moins jeunes, et avec le travail, de donner aussi un sens à la vie, de participer à une aventure. Une entreprise, ce n'est pas simplement des actionnaires, des bénéficiaires et des rendements.

C'est un collectif humain qui porte une aventure formidable et qui peut changer un territoire, qui peut aider à complètement le transformer, qui peut aider à changer une ville, à porter une ambition, à transformer un secteur.

Ce sont des rêves. Et donc à un moment où notre pays doute, où il est parfois fracturé par le pire, on a des jeunes qui pensent qu'il n'y a pas d'avenir pour eux, et où, pour moi, le pire des messages que je puisse entendre en tant que Président de la République venant d'un jeune de notre pays, c'est le « ça, ce n'est pas pour moi. » J'ai besoin, partout en France, d'entrepreneuses et d'entrepreneurs qui prennent des risques, qui

portent leur entreprise et qui veulent la rendre plus grande, plus forte, qui continuent à embaucher, qui croient dans les territoires qui les ont vus naître, qui prennent leur part de cet esprit français, de cette ambition française, et que nous, on leur donne tous les moyens de le faire.

On n'est pas au bout de cette route, ni vous, ni le gouvernement, mais cette route n'est pas une route de complaisance, c'est une route d'efforts partagés. Il y a énormément à faire pour notre pays. On a encore un chômage trop élevé. On a encore trop de jeunes qui doutent. On a encore trop de régions où le chômage est élevé, ou la déprise industrielle est là. Je ne sais qu'une chose, c'est que cette bataille se gagne ensemble, avec des femmes et des hommes qui ont l'énergie de créer, d'embaucher, de croire, de prendre des risques parfois fous, de se dire : « il n'y a pas de limite », ou « la limite, elle n'est pas faite pour moi », d'innover, d'aller dans les secteurs où on leur a dit « ça, ce n'est pas pour toi, c'est pour les Américains ou les Anglais. »

Tous les secteurs sont ouverts aux entrepreneurs français. Tous les continents sont ouverts aux entrepreneuses et aux entrepreneurs français. Toutes les innovations sont ouvertes aux entrepreneuses et aux entrepreneurs français. Il n'y a que l'envie, l'ambition et la force. Nous, on en a beaucoup, beaucoup et beaucoup encore, je peux vous le dire, pour les deux ans et demi qui viennent et encore au-delà. J'espère que vous, vous en avez énormément pour vos entreprises, vos territoires et pour le pays.